

Déclaration de Dénonciation de la Commission des Relations Internationales de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire

Nous avons suivi de près les derniers événements survenus au Parlement européen et constatons avec indignation que le même petit groupe d'eurodéputés qui répond aux intérêts de Washington a réussi à imposer un nouveau débat sur Cuba le 16 septembre prochain, entraînant derrière lui les groupes politiques auxquels ses membres appartiennent et faisant une fois de plus de cet organe législatif le triste otage d'une escalade agressive étrangère aux intérêts authentiquement européens et contraire à l'esprit de dialogue respectueux qui a prévalu dans les relations entre Cuba et l'Union européenne.

Les citoyens et les institutions de l'Union européenne elles-mêmes devraient s'inquiéter des initiatives répétées de ce groupe de législateurs dont l'action sur ces questions, caractérisée par un double poids de deux mesures et par l'utilisation intensive du mensonge afin de distinguer un État souverain, s'écarte du comportement éthique qui devrait prévaloir dans la conduite des membres du Parlement européen, ainsi que le stipule l'article 10 du règlement intérieur de cette assemblée.

Les instigateurs de cette nouvelle manœuvre n'ont aucune autorité morale pour se présenter comme des défenseurs des droits du peuple cubain. Ils ne peuvent pas l'être, eux qui n'ont pas assez de dignité pour agir de manière indépendante et obéissent aux diktats de la puissance qui mène une guerre économique, commerciale, financière, politique et communicationnelle brutale contre notre pays, guerre qui s'est accrue alors même que nous sommes confrontés à la pandémie et qui constitue la violation la plus flagrante et systématique des droits humains de tous les Cubains, ce que d'ailleurs, faisant preuve de leur proverbiale hypocrisie politique, ces personnes n'ont même pas pris la peine de condamner.

Il faut également rappeler qu'ils ne représentent pas l'opinion de tous les membres du Parlement européen. Un groupe parlementaire d'amitié avec Cuba existe et travaille au sein de cette assemblée, et sa voix se fait entendre de plus en plus fort face aux calomnies que ces messieurs tentent d'imposer. Ils ne sont pas non plus les porte-parole des peuples européens, au sein desquels grandit chaque jour un vigoureux mouvement de solidarité, d'une immense valeur

symbolique et morale, qui encourage notre peuple et l'accompagne dans ses efforts.

La Commission des Relations internationales de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire met une fois de plus en garde sur le danger que représentent de telles manœuvres politiciennes, qui répondent davantage aux intérêts politiques personnels de leurs auteurs qu'à un véritable souci de protection des droits humains à Cuba et dans le monde. Par conséquent, elle appelle tous les membres du Parlement européen à ne pas soutenir cette nouvelle manœuvre.

La Havane, le 13 septembre 2021.